IMPRESSIONS DE BELGIQUE...

LE RASSEMBLEMENT DES JEUNES GARDES SOCIALISTES DE LOUVAIN

UNE MAISON DU PEUPLE

Arrivés dans Bruxelles à peine éveillée, les J.G.S. de la Seine s'annoncent en entonnant la « Jeune Garde » et l' « Inter » et s'acheminent vers la Maison du Peuple. Une Maison du Peuple, voici pour nous quelque chose d'inconnu. Vastes locaux, grand restaurant où les camarades peuvent se retrouver autour d'une table. Premier reflet des différences qui existent entre la conception organisationnelle des mouvements ouvriers belge et français. Ici, la Coopérative, le Syndicat, sont liés intimement au Parti, qu'ils effacent même, tandis que, pour nous, l'action économique de la classe ouvrière se sépare ou disparaît même devant l'action politique du Parti.

REX ET LE MANNEKEN PIS

Tandis que les J.G.S. se dirigent vers la gare pour se rendre à Louvain, obligé de rester quelques heures à Bruxelles, intéressé, je converse avec un camarade flamand. Il me dirige dans Bruxelles, petit Paris tranquille et propre, aux rues tournantes bordées d'immeubles bas et souvent stylisés. J'aperçois au passage Sainte-Gudule, je traverse cette grande place, superbe vestige de l'art flamand, où je reconnais la superbe Maison des Corporations. Un croisement de petites rues, un car plein d'étrangers et étonné de le voir si petit, presque déçu de le trouver en si mauvaise place, voici le Manneken Pis. En passant, mon camarade m'apprend que Rex réclame la disparition de cette célébrité mondiale. Le fascisme n'aime pas, il est vrai, la vérité. Et la vérité se doit de se montrer toute nue.

FLAMANDS ET WALLONS

Me voici chez un Flamand. Curieux comme un ignorant, je cherche à comprendre tout ce qui fait de cette question bilinguiste un problème sérieux. J'en arrive à percevoir ce qu'est en réalité un « Etat tampon », tel que l'a conçu la diplomatie de 1815 et de 1830. Peut-être me laisserai-je aller à l'arbitraire, en ne tenant compte que de ce que j'ai pu entendre et en déduire à ce moment. J'avais en face de moi un « vieux » nationaliste flamand, simplement libéral, me parlant avec ennui en français. Un de ceux qui, pendant la dernière tuerie, ont pratiqué, par « défaitisme national », le refus de guerre contre l'Allemagne. Et avec quelle rancœur il me fait remarquer que la loi d'amnistie inscrite dans le traité de Versailles, ne lui est pas encore appliquée, ainsi qu'à tous ses amis.

Je comprends qu'il y a là un véritable conflit d'ordre ethnique. Un peuple supérieur en nombre est contraint de se soumettre à la loi d'une minorité. La langue française, il n'y a pas si longtemps, était encore imposée comme langue officielle. Et on ne compte, en Belgique, qu'une seule université flamande sur quatre existantes. Mais, mon camarade, d'accord sur les effets de cette situation et le remède à y apporter — libération nationale, — en marxiste me fait remarquer que les causes du conflit sont d'autre nature et que la domination dont ils se plaignent est d'origine purement économique. Le caractère industriel de la Wallonie, le caractère agricole de la Flandre, la prépondérance de l'une sur l'autre, expliquant avec beaucoup de netteté ce qui conduit à cet état d'oppression morale et intellectuelle.

Je dois quitter ce sujet que je n'ai pu qu'effleurer, pour me rendre à Louvain.

LOUVAIN, CENTRE CLERICAL ET REACTIONNAIRE

J'arrive dans cette petite cité. Des chemises bleues nombreuses égaient déjà le riche décor de cette ville. Je pénètre dans un restaurant « bourgeois » où sont déjà attablés de nombreux camarades. Le lendemain, je lisais avec surprise, dans le « Vooruit », organe socialiste de langue flamande : « Une vingtaine de chemises bleues se faisaient remarquer par leurs bonnes manières, leur bonne humeur et leur chic. Que pouvaient être ces magnifiques gars? Une petite conversation nous donnait la réponse. Cette élite de J.G.S. n'était autre qu'une section de Paris, et ces « Messieurs de Paname » avaient vraiment du succès. » Flatterie, peut-être, mais bien effacée, puisque exprimée dans une langue inconnue. Sympathie certaine et, durant notre court séjour, partout où nous nous sommes montrés, la même atmosphère accueillante nous entourait.

Pendant deux jours, Louvain, ville hantée par les robes noires du clergé, berceau de Léon Degrelle, le messie du fascisme belge, retentit de nos chants et de nos cris répétés : « A bas les deux ans, à bas les dix-huit mois, à bas la guerre, des armes pour l'Espagne, J.G.S.! J.G.S.!!! »

J. G. S. EN MARCHE

Quel enthousiasme, quelle explosion de foi, d'espérance dans l'unité internationale du prolétariat, lorsque nos J.G.S. de la Seine ont remis avec émotion aux J.G.S. belges un immense drapeau.

Quelle joie, quel délire s'empara de nous tous, lorsque, dans la nuit, Louvain fut traversée, non pas par une procession illuminée de cierges mortuaires, mais par un vivant ruban de flambeaux se déroulant comme un éclair, symbole du dynamisme de toute la jeunesse.

Quel recueillement, quel respect, quelle promesse de vengeance était contenu dans ce pieux défilé de nos camarades, au pas cadencé, tels des miliciens prêts au combat, au travers du cimetière, devant les tombes de ceux qui tombèrent pour arracher à la bourgeoisie une première liberté : le suffrage universel.

Quelle puissance, quelle manifestation de notre force, lorsque nos cent vingts J.G.S. de la Seine, suivis d'une centaine d'autres venus de France, tête du cortège des quinze mille J.G.S. de Belgique assistant au rassemblement, aboutirent sur la place du Marché, près d'une permanence de fascistes : la Légion Nationale. Tour à tour, Rolland et Godfroid appelèrent toute la jeunesse à la lutte et à l'unité et, bravant les ordres provocateurs du Gouvernement Van Zeeland-Spaak, dont chacun flétrissait la félonie, malgré l'interdiction et la garde mobile aux aguets, un camarade espagnol et Eugène, de la Somme, apportèrent leur salut à la foule assemblée sur cette pittoresque place du Marché de Louvain.

Quelques heures plus tard, nous quittions Louvain, puis Bruxelles, mais nous y laissions à nos camarades belges, exprimés mille fois, nos sentiments de fraternité et des promesses pour demain : se rencontrer à nouveau..., peut-être à Paris, se rencontrer toujours sur le terrain du combat révolutionnaire, qui doit nous conduire au socialisme.

L. W.

LES VICTOIRES DE DORIOT

Elles s'appellent le Vél' d'Hiver, avec ses hurlements hystériques « Blum au poteau », le Prado avec ton baiser à Sabiani le « gangster », Sainte-Zacharie avec Mailloux le « fuitard » qui fait tirer sur ses amis des Jeunesses Socialistes retour d'une fête champêtre.

Et c'est aussi l'avenue des Champs-Elysées chaque samedi ou dimanche soir depuis près de deux mois, où les vendeurs de l'Emancipation Nationale *fraternisent aux cris de « la France aux Français » et « Mort aux Juifs » avec toute la crème de la pègre fasciste de ces lieux.*

C'est par-dessus tout les ignobles attaques dans ton Emancipation Nationale *de ton digne acolyte Pierre Dominique, de la* République, *ex-fondateur de la Section d'A.F. de Sartène, contre notre Jeunesse Socialiste, championne de la lutte contre les deux ans et la soi-disant « Défense Nationale » en régime capitaliste.*

Comme c'est encore l'appel jésuitique à notre organisation pour tâcher de la dresser contre le Front Populaire. Un de tes valets a commis cette petite saleté, sache que les Jeunesses Socialistes de la Seine sauront, contre tous les profiteurs d'un soi-disant patriotisme, exercer les plus justes représailles. Saint-Denis et Pierrefitte vont d'ailleurs être bientôt « fly-toxées » par une tournée de propagande de notre organisation.

Que Jacques Doriot accepte, qu'il le veuille ou non, l'assurance que nous saurons lutter sans lui et contre lui pour une France socialiste qui ne pourra seule vraiment être libre, forte et heureuse dans le concert des nations, que sous les plis du drapeau rouge de l'Internationalisme prolétarien qu'il a si lâchement abandonné.

M. L.

La Jeune Garde

Organe des Jeunesses Socialistes de la Seine (S.F.I.O.)

■

Abonnement 20 Numéros : 8 francs

Abonnement de Soutien : 20 francs

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Bulletin à retourner. 7 Rue Meslay

DÉMISSION !

Le camarade Jaminak, qui vient d'adhérer à notre 10e Groupe de Jeunesses, nous communique la lettre de démission qu'il a adressée au responsable de son ancienne organisation :

Mon Cher Satragne, président de la Fédération Radicale du 10e arrondissement,

C'est avec une profonde tristesse que je démissionne du Parti Radical. Mais, au-dessus de nos sentiments, il y a la conscience.

Je crois en la Paix et je lutte pour la Paix. Je pense donc que seul le désarmement, la diminution du temps de service et l'épuration de l'armée peuvent apporter la Paix. Or, Daladier — qui fut notre chef à nous, jeune gauche, si longtemps! — refuse la diminution du temps de service, s'oppose au désarmement, laisse les officiers fascistes à leurs postes!

Ce n'est d'ailleurs pas seulement l'armée qu'il faut épurer, mais tous les rouages de l'Etat, si l'on veut éviter à la France le sort de l'Espagne.

Or, Peyrouton est toujours maître au Maroc!

Qu'attend-t-on pour mettre à la raison les chiens hurleurs du fascisme français? Qu'attend-t-on pour mettre à la raison les employeurs qui violent les lois sociales et les mercantis qui font la vie chère?

Et les nationalisations promises : celle du crédit celle des assurances, celle des services publics?

Ohé! radicaux, que faites-vous de l'émancipation des travailleurs inscrite dans votre charte?

Vous le voyez, mon cher Satrayne, je ne suis plus radical : je suis devenu socialiste.

A la lumière du marxisme je marche vers la libération et j'invite à cette libération l'humanité tout entière.

En nous sauvant tous, nous sauvons chacun de nous!

Salut!

Henri JAMINAK,
Ex-Secrétaire Administratif des Jeunesses Radicales Socialistes de la Seine.

N.D.L.R.

La lutte contre le colonalisme est une des tâches des révolutionnaires dont le souci est d'affaiblir, pour le mieux écraser, leur propre impérialisme. Les questions coloniales seront donc régulièrement traitées dans la Jeune Garde. Dès maintenant notre camarade André Chouraqui délégué à la propagande de la fédération des J. S. d'Alger, nous écrit : « Nous collaborons régulièrement à votre journal, pour décrire dans tous les détails la situation du peuple d'Algérie : sa misère effroyable, le sort lamentable physique et moral de sa jeunesse, ses aspirations, ses volontés ».

LE PROBLÈME ALGÉRIEN

AUTOUR DE L'ASSASINAT DU MUPHTI D'ALGER

Crime religieux ou provocation

L'assassinat du Muphti de la Mosquée d'Alger est l'un de ces faits qui, par leur cruauté, leur gravité ou leur importance nationale, parviennent, par la grande information, à fixer l'attention du peuple de France et ramener au premier plan la question algérienne trop souvent oubliée.

Crime religieux ou provocation policière ? L'enquête, si elle était menée sérieusement, ne tarderait pas à le démontrer. On sait que, sur la dénonciation du meurtrier, l'on a arrêté le cheik Tayeb el Okbi, chef des Oulemas, mouvement luttant pour le retour à l'enseignement du *Coran* et contre les privilèges monstrueux du colonialisme. Or, après la première confrontation, El Okbi a dû être relâché. L'on pourrait alors s'étonner d'abord que cette confrontation n'ait eu lieu que six jours après l'arrestation d'El Okbi et d'autre part, il faudrait arriver à connaître qui a provoqué la dénonciation mensongère de l'assassin et aussi qui a organisé l'assassinat du muphti !

L'arrestation d'El Okbi a donc été une tentative de donner au crime un double caractère religieux et politique.

Religieux parce que le muphti appartenait à l'église musulmane officielle qui est une force d'oppression entièrement dévouée à l'impérialisme et combattue par les Oulemas.

Politique parce que le muphti était le signataire d'une protestation contre le Congrès Populaire Musulman et sa délégation venue à Paris présenter à Léon Blum les revendications immédiates des masses indigènes.

C'est pourquoi le sentiment profond des camarades d'Algérie est qu'on se trouve en présence d'une provocation de l'impérialisme tendant à démontrer que les indigènes musulmans d'Algérie ne sont pas encore dignes de jouir des libertés politiques et faire ainsi obstacle à l'action du gouvernement de Léon Blum en leur faveur.

Libération nationale ou assimilation

Que cet événement, qui a eu un grand retentissement, nous permette donc de signaler à la jeunesse de France la grande effervescence politique qui depuis plusieurs mois existe en Algérie. Le peuple d'Algérie est sorti enfin de l'indifférence et de l'atonie où l'avaient maintenu un régime d'oppression inouïe. Il exprime des revendications, il s'organise pour les faire triompher, des divergences naissent sur les moyens à employer dans ce but. Une « opinion publique » s'affirme, qui passe du terrain religieux dans le domaine politique et prouve que ce peuple est humain et qu'il est digne de la liberté.

Le problème algérien se pose donc à nouveau et l'émancipation des musulmans d'Algérie devient une pressante nécessité.

Mais cette émoncipation, n'importe quelle forme qu'elle revête, intéresse surtout le peuple de France, car c'est en lui que réside la décision finale.

A aucun prix, les masses indigènes d'Algérie ne veulent être mises en opposition avec le peuple de France. C'est à lui au contraire qu'elles soumettent leurs revendications car elles savent que le prolétariat français leur est essentiellement favorable ; son rôle sera donc d'énoncer des solutions, guidé en cela par les populations revendicatrices, et de les imposer à *ses* mandataires et à *son* gouvernement.

Ces conditions nous imposent donc, à nous, Jeunesses Socialistes d'Algérie, une conception nette de notre action immédiate.

La Révolution socialiste reste *sans déviation, atténuation, ni concession,* notre but final. Elle deviendrait impossible et serait en tout cas retardée par l'évacuation par les Français du territoire d'Algérie. Et d'ailleurs, c'est une utopie car, depuis la conquête, il s'est créé, à côté du peuple musulman indigène, tout un peuple de « Français d'Algérie » attachés à ce pays par des liens économiques et sentimentaux. Cette situation complique donc le problème, mais c'est ainsi ; et il faut se rappeler que la Révolution n'est pas exprimée dans un schéma.

La revendication immédiate du peuple musulman d'Algérie est donc la disparition de toute législation spéciale qui en fait une « minorité nationale » dans ce pays dont il forme l'élément ethnique le plus important. C'est cette revendication capitale qu'il exprime dans ce mot d'ordre : « A bas le code de l'indigénat ! » qui détermine et explique tous les autres.

Le triomphe d'une telle revendication aura pour effet de mettre sur un pied d'égalité de conditions économiques et sociales et de droits politiques le prolétariat indigène et le prolétariat français qui reste jusque-là une classe privilégiée.

Entre l'émancipation nationale qui, même si elle était possible, ne profiterait qu'à la grande bourgeoisie indigène aussi féroce oppresseuse, sinon plus, que le colonialisme français, et l'intégration de l'Algérie à la nation française même dans les conditions sociales actuelles, le peuple d'Algérie s'est catégoriquement prononcé pour la dernière solution qui présente cet avantage énorme de créer l'unité de classe du peuple algérien — de tout le peuple algérien : chrétien, juifs, arabes ou berbères et mozabites — et du peuple de France.

Cette unité, nous en sommes persuadés, accroîtra la puissance révolutionnaire du prolétariat dans les deux pays et rendra plus aisée et plus sûre leur commune libération sociale.

Pour l'unité révolutionnaire de classe du Prolétariat de France et d'Algérie

Voilà donc brièvement exposé la tendance actuelle du peuple musulman d'Algérie et la position des Jeunesses socialistes qui expriment la volonté des masses.

Cette position est le résultat d'une lente évolution du peuple indigène.

Souvent ses fluctuations religieuses ou politiques ont inquiété les milieux prolétariens. On se souvient encore de la menace des Croix-de-Feu. Ceux-ci étaient même parvenus à faire de l'Algérie leur bastion et le refuge de leur déclinante autorité. Mais cette évolution avait été facilitée par l'attitude antérieure des gouvernements dits de gauche, en particulier des ministres Chautemps et Regnier qui avaient suscité un profond désespoir et provoqué une rancœur violente des musulmans à l'égard de tous les partis politiques.

Mais le prolétariat français d'Algérie a puissamment réagi. En toute occasion : élections, propagande, grèves, conflit italo-éthiopien, il a affirmé sa solidarité envers les frères musulmans opprimés.

A noter l'attitude magnifique des travailleurs français, au cours des dernières grèves victorieuses, imposant au patronat l'égalité de conditions en faveur de leurs camarades de travail indigènes, en faisant figurer en tête de tous les cahiers de revendications cette clause : à travail égal, salaire égal. De même, l'attitude intelligente et noble du prolétariat et de la jeunesse juifs proclamant, à la suite du pogrom de 1934, leur adhésion entière à la cause de l'émancipation des indigènes.

Tous ces faits, ajoutant leurs répercussions, ont entièrement arrêté la propagande des Croix-de-Feu et amené en masses les indigènes aux organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière, bien qu'ils ne jouissent pas des libertés politiques.

Telle est l'observation qu'a permis de faire le Congrès musulman tenu à Alger le 7 juin dernier, grâce au libéralisme du gouvernement de Front populaire à direction socialiste. Ce Congrès vota aussitôt, à la presque unanimité, une motion de remerciements au Front populaire et au Parti socialiste pour l'ordre du jour de son dernier Congrès de Paris, affirma sa solidarité parfaite avec tous les travailleurs de France et d'Algérie contre toutes les divisions, notamment les menées antisémites des fascistes tolérées par l'Administration d'Ancien Régime. Il élabora ensuite une « charte revendicative » qui a été soumise à Léon Blum et que celui-ci a accueillie avec une telle délicatesse et une si sincère fraternité que l'espoir s'est encore accru

Mais l'appui total et conscient des travailleurs de France ne sera-t-il pas de trop pour vaincre l'opposition farouche des privilégiés. C'est donc un appel ardent que les Jeunesses socialistes d'Alger adressent aux J. S. de France.

Ainsi naîtront les conditions psychologiques de cette unité révolutionnaire de classe vers laquelle tendent tous nos efforts.

Et alors, tous les « Franco » de chez nous devront en prendre leur parti. S'ils essayaient de se soulever contre la volonté populaire, le peuple algérien, unanime, se dresserait à l'appel du prolétariat français, se souvenant que, seul, l'avènement d'une société socialiste pourra faire à jamais disparaître les oppressions et les iniquités sociales.

André CHOURAQUI.

Le Gérant : Henri GRIVAZ

Imp. *"LA RENAISSANCE"* 11, Rue de Tanger, Paris-19e